Avec la
Cgt 04

L'action,
C'est maintenant !

Le bulletin de l'UD 04

« Ensèn »

Union Départementale
Des syndicats CGT
des Alpes de Haute Provence

Sommaire

2 Contrat de présence postale territoriale - Interview d'Alain Bard, membre du C.A. de La Poste

3 Résultats des élections chez Altia Telecom - Interview de Thierry Blanc et Claude Caggiano

4 Elections à HEC : la CGT en tête

5 Congrès USR CGT 04 du 27 janvier 2017 + Actualité élections TPE

6-7 Journée d'action régionale du 13 décembre - Interview de Thomas Tyrner et de Philippe Antoine

8 Lettre de l'UD à la CFDT 04

JOURNÉE D'ACTION REGIONALE
MARDI 13 DÉCEMBRE 2016
L'EMPLOI EN PACA
MARSEILLE

Numéro
Décembre 2016

EDITO

Vouloir changer le monde ? Comment et par où commencer ? Combien de fois, dans notre coin, cette question traverse notre esprit ? Combien de fois le renoncement, la lassitude prennent le dessus sur notre enthousiasme ? Comment ensemble, humanistes, travaillons nous a la recherche du rassemblement pour poser, encore, la première pierre du changement ?

Présence du questionnement, curiosité permanente, critique éveillée, perplexité constante, éternité existentielle de la «questions-réponses» qui balise notre trajectoire.

Dans son livre « OUI, MAIS QUELLE EST LA QUESTION? » Bernard Pivot espère qu'elle aboutira, au paradis tel qu'il le rêve: «Le paradis sera, sans dommage pour quiconque, une gigantesque et joyeuse entreprise de satisfaction des curiosités posthumes.» Quant à l'enfer, ce sera le lieu où on ne «répondra à aucune question». Un enfer qui a déjà sévi sur terre **quand Primo Levi s'entendit répondre, à Auschwitz, par un SS : «Ici il n'y a pas de pourquoi.».**

Et c'est bien là, qu'à l'heure de l'individualisme, que quelques égoïstes cherchent à nous enfermer. Oui sous couvert de liberté, c'est notre prison qui jaillit de leurs entrailles. Ces défenseurs de la propriété lucrative et leurs suppôts médiatiques ou cléricaux, nous affirment que la réflexion collective n'a plus de sens puisque eux détienne la pensée et elle est unique.

Notre cœur et notre esprit doivent prendre le dessus. Sortons de cette condition ou l'on veut nous enfermer, par l'acceptation de la délégation permanente à celles et ceux qui savent !!!

Dans ce contexte comment ne pas s'étonner a l'heure des commémorations permanentes, de l'absence sous un gouvernement soutenu par le parti socialiste, d'une manifestation pour honorer les 80 ans du front populaire ???

Nous ne pouvons laisser aux oubliettes ces femmes et ces hommes qui concourent depuis des siècles par leurs idées, par leurs actions, leurs engagements à transmettre en héritage, une meilleure vie et des conditions d'existences solidaires, aux enfants de cette terre. Ceux sont à eux que nous devons tout et c'est pour nous et nos prochains que nous ne pouvons laisser fermer les portes des cachots !!!

Vivons éveillé, ayons l'esprit critique, interrogeons à la volée sur les finalités présentées comme les seules solutions, combattons la pensée unique car des pensées il y en a autant que ce qu'il y a d'individus.

Dans notre syndicalisme il n'y a pas d'actions sporadiques, de résistances veines, de positionnement en réaction, non nous nous posons et posons simplement des questions.

Et comment faire éclater ce questionnement, qui est un début de résistance, dans le monde du travail ? Comment gagner une riposte solidaire avec toutes les travailleuses et tous les travailleurs ?

La souffrance n'est pas individuelle, c'est l'égoïsme qui l'a permet. Nous devons agir pour que cette nouvelle année ne laisse pas massacrer celles et ceux qui œuvrent pour une société plus juste plus solidaire. Faisons du combat pour la justice, pour l'émancipation, l'épanouissement de chacun notre feuille de route, et dans cette voie, il n'y a pas de petits et de grands, il y a simplement notre existence.

Osons poser les questions ? C'est qui le salaud celui qui accumule de la richesse sans considération pour la VIE, ou celui qui déchire une chemise ou séquestre un décideur pour éviter les suppressions d'emplois ?

Comment analyser la "négligence" coupable de Christine Lagarde ? Qui a réussi, malgré cela, à se maintenir à la tête du Fonds monétaire international, posant toutefois un nouveau défi pour la crédibilité d'une institution très à cheval sur sa réputation depuis le scandale Strauss-Kahn. Et en parallèle la salariée d'**Auchan City à Tourcoing Virée pour ne pas avoir compté un pot de sauce tomate d'une valeur de 85 centimes. Des** centimes ou des millions d'euros, là n'est pas l'importance. De cette comparaison que pouvons-nous retenir ? Jean de la Fontaine l'avait résumé ainsi. Selon que vous serez **puissant ou misérable**, Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Nos meilleurs sentiments, ne pourront seuls contribuer au rassemblement nécessaire pour une autre conception du Vivre ensemble. Forgeons d'autres perspectives, avec des propositions à mettre en débat, aidons nous a la découverte du chemin et évitons les oppositions incontournables sur le choix du meilleur, puisque la destination nous est commune.

A la lueur des débats d'actualités, l'année ne sera pas bonne pour nous si nous adoptons une position de spectateurs. Nous ne pouvons donc que la souhaiter pleine d'actions, avec des salarié(e)s qui décident de s'organiser dans un syndicat de classe, de masse, démocratique, indépendant et unitaire.

Alain Bard, SG UD CGT 04

CONTRAT DE PRESENCE POSTALE TERRITORIALE 2017-2019

Interview d'Alain Bard, membre du Conseil d'Administration National de La Poste

« Le projet de contrat de présence postale territoriale élaboré entre l'Etat, La Poste et l'Association des Maires de France pour la période 2017/2019 a été validé par le représentant des usagers et le représentant des maires de France lors du vote au Conseil d'administration du groupe la Poste le 15 décembre dernier.

Et pourtant la trame du projet fixe la notion de présence postale au regard des évolutions des technologies et des «contraintes économiques». Dans les faits La Poste se sert du fond de péréquation de 174 millions d'euros versé par l'état, pour développer sa politique de désengagement des territoires en termes de financement et de présence.

A travers le contrat nous pouvons identifier fermetures de bureaux de Poste y compris en zone urbaine, diminution des horaires, fermeture du samedi, fermetures saisonnières (avec un engagement que celles-ci ne dépassent pas 3 semaines) et les transformations de bureaux en points contacts divers et variés.

Ces points de contacts sont de nouvelles expérimentations avec de nouvelles formes de présence postale ou de mutualisation de services (transferts aux collectivités, relais poste chez les commerçants, maison de service au public, facteurs guichetiers …) mais ont toutes en commun de concourir à la diminution des offres de service public.

Nous notons également que ces évolutions tiennent compte de l'entrée en vigueur dès le 1er janvier des nouveaux contours des collectivités issues de la loi Notre. L'évolution de ces périmètres va rendre la réflexion plus globale mais également plus propice aux désengagements du territoire.

Ce nouveau contrat est une atteinte au fondement même du service public et au principe républicain d'égalité de tous les citoyens sur le territoire, place libre à l'accélération de la désertification et aux conséquences sociétales. Nous pouvions déjà déplorer, dans les précédents contrats, l'absence d'approche sociologique au regard des populations concernées par les mesures. Nous faisons l'amer constat que se sont encore et toujours, les citoyens issus du milieu populaire qui seront les plus pénalisés par cette nouvelle mouture.

Sur ce dernier propos je vous invite à regarder la photographie géographique du vote aux élections autrichiennes et ensuite à la lecture du livre du sociologue Jean-Pierre Le Goff «La fin du village. Une histoire française».

En résumé le contenu du contrat détourne l'objectif du fond de péréquation en le destinant à la mise en œuvre d'une politique de désengagement des territoires, dédié à la seule logique de la rentabilité.

Et ce ne sont pas les modifications concernant l'accord du Maire ou des représentants des collectivités dans certains cas, ainsi que les 5 % de la dotation globale, laissés à l'appréciation de la CDPPT (commission départementale de présence postale territoriale), qui peuvent nous amener à valider ce contrat. D'ailleurs nous avons encore rappelé au dernier conseil d'administration notre demande d'élargir les CDPPT aux représentants des salariés et des usagers

Le groupe la Poste, certes grand timonier de l'affaire, ne peut rester seul responsable car il a le soutien sans faille, dans cette démarche, de l'ETAT et du rapport idéologique de la cour des comptes.

Ces choix politiques se trouvent aux antipodes du quotidien concret des postières, des postiers et des usagers.

Dans la continuité de la lutte menée à Saint Auban dans le 04, nous avons besoin de nous rassembler, débattre et être force de propositions, à entrer en résistance contre le démantèlement programmé de la présence postale de proximité. »

ELECTIONS CHEZ ACTIA TELECOM : DE TRES BONS RESULTATS

Interview de Thierry Blanc et Claude Caggiano

Thierry Blanc (à gauche sur la photo) est DS sur le site de Manosque, et Claude Caggiano (à droite sur la photo) est DS sur le site du Puy Sainte Réparade.

Pouvez-vous nous parler d'Actia Telecom ?

ACTIA TELECOM, branche télécommunication du Groupe ACTIA, emploie environ 260 personnes sur 4 sites géographiques. Sur le site de Manosque, il s'agit de sous-traitance dans le secteur de la téléphonie pour Bouygues, Orange et SFR, avec depuis 2 ans des armoires de montée en haut débit. En quelque sorte, on prépare le terrain pour la mise en place du haut débit dans le territoire, ainsi que des armoires pour la téléphonie portable. Sur le site du Puy Ste Réparade, il s'agit d'ingénierie pour ENEDIS (ex-ERDF) et RTE ainsi que pour le secteur de la défense (DGA, DCNS). C'est un secteur en forte croissance, nous avons obtenu d'importants marchés.

Les résultats aux dernières élections vous donnent satisfaction ?

Oui, pleinement. Après de nombreux reports suite à la loi Rebsamen, les élections pro ont enfin eu lieu. Nous sommes passés en DUP (Délégation Unique).
Avec un peu plus de 69% sur l'ensemble d'ACTIA TELECOM, la CGT sort largement en tête de ces élections !
Sur le site de Manosque, la CGT a obtenu 100% des voix tout comme pour Le Puy Ste Réparade. Ce résultat est vraiment très intéressant d'autant que sur nos sites, nous comptons une majorité de cadres ou assimilés, qui ont très bien compris que la CGT portait leurs revendications. A noter une forte participation de plus de 90%.

Comment s'est passée la préparation des élections ?

Les représentants CGT ont mis en place un travail de proximité sur chacun des sites.

Nous travaillons afin de favoriser des embauches locales. Par exemple, sur le site de Manosque, nous travaillons en lien étroit avec le LEP, nous avons régulièrement des apprentis (postes de câbleurs et techniciens) et certains d'entre eux ont pu être embauchés.

Nous travaillons en cohésion avec les autres représentants du personnel CGT des autres sites, on se retrouve régulièrement afin de préparer les NAO notamment. Nous avons réussi à négocier un accord sur le temps de travail avantageux. L'augmentation de salaire a été modérée : +1,8%. Par contre, nous avons également négocié un accord d'intéressement bénéfique pour les salariés : nous avions un treizième mois qui vient d'être intégré dans le salaire, et venons d'obtenir une forte augmentation de l'intéressement, nous espérons qu'elle représentera entre 3 et 4 salaires pour cette année 2016.

ELECTIONS A H.E.C (ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES)

La CGT en tête avec 42% des voix !

L'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) a changé de statut : elle quitte le statut d'école consulaire pour basculer dans le secteur privé. Elle relève désormais de la convention collective de l'enseignement privé indépendant. C'est le SNPEFP CGT (syndicat de la FERC) qui syndique les personnels de cette école.

Le syndicat s'était donné comme objectif de présenter des listes aux élections professionnelles qui se sont tenues récemment. La mobilisation des militant-e-s et des personnels a permis à la CGT de présenter une liste complète aux élections, avec des représentant-e-s pour tous les collèges et tous les personnels (de statut privé ou en détachement).

Jeudi 8 décembre 2016 avait lieu le second tour des élections. La CGT est arrivée en tête avec 42% des voix, loin devant les autres syndicats (CFTC à 23% ; UNSA à 18% ; CFDT à 18%) ! C'est un beau succès pour les candidates et les candidats présenté-e-s par la CGT qui obtient la majorité des sièges titulaires en CE et en DP. C'est l'assurance que tous les personnels d'HEC seront valablement et équitablement représenté-e-s. A l'heure où certains dénoncent une CGT affaiblie et coupée des salarié-e-s, incapable de proposer, c'est l'occasion de rappeler que dans le secteur de l'enseignement supérieur privé, comme partout, la CGT négocie, fait des propositions, mais sait aussi s'opposer quand il le faut et toujours en associant les salarié-e-s. Une belle victoire qui en appelle d'autres !

Les 6 et 7 février avec les salariés saisonniers dans la vallée de l'Ubaye

<u>Les objectifs poursuivis sont les mêmes, quel que soit la saison</u> :
- Informer les salariés saisonniers, en leur distribuant un guide juridique, qui retrace tous leurs droits, de l'embauche jusqu'à la fin du contrat ;
- Les interroger sur leurs conditions de travail et de vie ;
- Interpeller les vacanciers sur la situation des saisonniers ;
- Donner les coordonnées de la CGT au niveau local et permettre ainsi aux saisonniers rencontrés d'entrer en contact pendant ou après la saison ;
- Améliorer la prise en compte des problématiques liées à la saisonnalité (sans se restreindre au seul cadre estival);
- Proposer une campagne dynamique, d'information, revendicative et de communication sur le déploiement de la CGT en direction des précaires
- Organiser les saisonniers en proposant la syndicalisation

<u>Nous pourrons compter sur la mise à disposition</u> :
- D'équipes confédérales (camion avec équipe de 3), Un camion avec tout le matériel de communication (différents supports, table, sono, drapeaux flammes, goodies…)

<u>Sur l'étape, nous procèderons à</u> :
- La mise en place d'un stand (avec demande d'autorisation préalable) : seront disponibles sur le stand, les supports saisonniers et le matériel confédéral (consultation des salariés, guides apprentis, intérimaires, stagiaires…);
- L'organisation de deux équipes : une équipe dans les commerces et services publics de la station et une équipe sur les pistes;
- La possibilité de réaliser des assemblées générales avec les saisonniers le soir de l'initiative, ou plus tard dans la saison.

CONGRÈS USR CGT 04
LE 27 JANVIER 2017
Á 8 H 30 Salle des Fêtes des MÉES

Programme :

- 8h30 : Accueil des participants (café, croissants).
- 9h00 : Rapport d'introduction (Secrétaire sortant).
- 9h15 : Ouverture des débats.
- 10h45 : Pause-Café.
- 11H00 :Intervention secrétaire de l'UD Mr Alain BARD.
- 11h15 : Reprise des débats, jusqu'à 12h00
- 12h00 : Repas.

13h30 :Intervention de Mr Marcel GUIBI. (IHS).

- 14h00 : Intervention de Mr Didier TURRINI (Directeur de LA POPULAIRE).
- 14h30 : Débats.
- 15h30 : Intervention de Mr Jean-Pierre PESCE ou Mme Andrée LAURENT (CODERPA et maintenant CDCA (Conseil Départementaux Citoyenneté Autonomie)).
- 15h45 : Rapport Financier (Trésorier Mr Patrick CAPELLO).
- 16h00 : Élection de la nouvelle CE de l'USR 04.
- 16h30 : Élection par la CE de l'USR 04 : du Secrétaire, du Secrétaire Adjoint et du Trésorier.
- 17h00 : Fin des travaux.

Le repas sera pris en commun, dans la salle des Fêtes des Mées (date limite de réservation le 22 janvier 2017)

Comme nous le faisons lors de nos réunions de la CE de l'USR 04, il vous sera demandé de participer à cette journée en versant 5 € pour le repas du midi au Trésorier.

En attendant de vous voir le vendredi 27 janvier 2017 aux Mées à la salle des fêtes à 8h30, pour venir débattre et passer un moment convivial entre nous.

Amitiés,

Le Secrétaire Général
René VILLARD
Tel : 06.03.78.35.80 - Email : rene.villard@yahoo.fr

Actualité Elections TPE

La Commission régionale d'Organisation des opérations de vote : la CROVE est convoquée le 3 février à 18h00 pour la proclamation des résultats régionaux PACA. Au niveau national, ce sera le même jour.

Après les élections, il y aura la mise en place de la CPRIA (Commission Paritaire artisanat) et de la CPRPL (Commission paritaire Professions Libérales).

Sur la CPRIA : il faudra désigner 4 camarades pour la région (2 titulaires et 2 suppléants). Il est possible que la CGT ait la présidence de la CPRIA en 2017.

Sur la CPRPL, il faudra également désigner 2 titulaires et 2 suppléants aussi. Dont 1 issu d'une TPE.

Journée d'action régionale CGT PACA du 13 décembre

Interview de Thomas Tyrner (CGT Conseil Régional)

« Le 13 décembre, à l'appel du comité régional CGT PACA et des 6 Unions départementales CGT de la région, une grande initiative régionale a rassemblé 3000 personnes (venus des 4 coins de la région) pour dénoncer la politique de casse du service public et de l'emploi menée à la Région PACA. Une alerte d'autant plus inquiétante que la collectivité doit assumer la compétence du développement économique.

Pile un an après que Christian Estrosi soit devenu président de région, c'est tout un symbole. Il avait beaucoup promis en terme d'emplois, de lutte contre la précarité. Drôle de présent pour un premier anniversaire que de lui offrir une manifestation pour en dénoncer justement la casse. Et comme disait Pasqua, "les promesses n'engagent que ceux qui y croient".

Les personnels du Conseil Régional subissent en première ligne ces attaques, ce qui est révélateur des intentions de cette politique. La précarité ne doit pas devenir un mode général de gestion, et faire des personnels, de leurs conditions de vie et de travail de simples variables d'ajustement.

Si Monsieur Estrosi veut faire de la région "le terrain de jeu des entreprises" et un désert en termes de services publics et d'emplois industriels, il trouvera face à lui, la CGT ! »

Budget Région PACA : Plus d'argent pour les patrons et moins pour les populations et les salariés

Interview de Philippe Antoine (CGT CESER PACA)

« Les choix politiques actuels sont marqués du sceau de l'austérité, encouragés par les préconisations de la Commission Européenne et le Président Estrosi, à l'identique, propose une politique de l'offre et de restriction de l'intervention publique pour notre région.

Ainsi, la priorité donnée au capital contre l'humain engendre la baisse de la dépense publique, avec pour conséquences la casse des services et de l'emploi public, le dépeçage des solidarités, des droits et des garanties, des statuts des salariés et des fonctionnaires.

Le budget 2016 de la région PACA aura été un budget d'austérité avec des coupes claires dans de nombreux secteurs d'intervention régionale avec des incidences pour les personnels, pour la population et les services publics.

Le budget primitif 2017 marque clairement une priorité donnée aux organisations patronales. Les aides directes aux entreprises augmentent de plus de 50%, sans contraintes ni contrepartie notamment en terme de créations d'emplois. Ces aides sont du gaspillage d'argent public sans aucun effet positif sur l'économie, à l'image du CICE ou du Pacte de responsabilité au niveau national.

Et d'un autre côté, de nombreuses baisses ou suppressions de budget sont prévues dans le domaine culturel, les structures sportives locales, l'accès aux vacances pour tous, la rémunération des stagiaires lors de formations, l'égalité femmes-hommes, les transports (TER et LER), les actions santé, l'animation de la vie lycéenne, la solidarité, l'économie sociale et solidaire, sans oublier les suppressions de postes au Conseil régional.

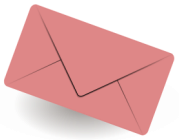
Je remarque par ailleurs que dernièrement Mr Estrosi est parti en Israël avec des fonds régionaux pour aider à un reboisement, en déclarant qu'il allait soutenir la seule démocratie de cette région du monde face à la décision de l'ONU. Comme si une démocratie se mesurait à la seule organisation de vote. Une démocratie ne colonise pas, une démocratie ne tue pas les enfants des autres… »

Assemblée générale de l'IHS CGT 04 du 20 décembre

Après quelques problèmes, l'IHS CGT 04 se remet en place et a organisé une assemblée générale à Château Arnoux le mardi 20 décembre.

C'est l'occasion pour Marcel Guidi, son président, de faire un point d'actualité pour le journal de l'UD :
" Merci à Alain et aux militants de la C.E. de nous avoir donné la possibilité de tenir notre assemblée générale.
Dans le moment présent, plus que jamais nous avons besoin du retour sur l'histoire sociale sur notre patrimoine de conquête, le rôle de la CGT et la place qu'elle a occupé dans la vie de notre pays dans les luttes.
Aujourd'hui encore, il est nécessaire de prendre le temps de la réflexion, ce qui n'est pas toujours évident dans la lutte de tous les jours.
l'IHS CGT peut aider à cela.
Dans les semaines à venir, droite, gauche!? , extrême droite ne vont pas manquer de dénaturer de falsifier l'histoire. ne pas laisser dire n'importe quoi c'est le sens de notre activité.
Suite à cette assemblée, un bureau a été élu, celui se réunira le MERCREDI 8 FEVRIER 2017 à 17H à L'UL DE CHATEAU.
Le bureau élu: Andrée Laurent, Geneviève Pelégrina, Marcel Guidi, Bruno Odasso.
Je voudrais rappeler que les syndicats, les UL, et les militant(e)s ont toujours la possibilité d'adhérer
Cela dit bon bout d'an à toutes et tous bonnes fêtes."

LETTRE DE L'UD CGT 04 A LA CFDT 04



Quelques explications :

Avec le seul souci d'améliorer la défense des salariés devant le conseil de digne, nous avons depuis plus de 10 ans, conclu un accord avec les autres OS, excepté FO qui avait refusé, afin que la répartition des présidences soit le reflet de la représentativité de chacune. L'évolution des positions de la CFDT sur les derniers accords nationaux et textes législatifs devient problématique. Les propos tenus par le secrétaire général de la CFDT ne correspondent pas à la fraternité syndicale, même si cette dernière est des fois difficile, l'outrance proférée par Laurent BERGER était la frontière à ne pas dépasser. Ce courrier ne remet pas en cause notre démarche unitaire avec les travailleurs, mais refuse toute posture ou accord de sommet avec la CFDT. Les syndiqués de la CFDT ne sont pas nos ennemis, mais il faut bien qu'ils soient conscient que leur organisation contribue à l'affaiblissement du rapport de force, nécessaire à la défense de l'intérêt des travailleuses et des travailleurs.

La lettre transmise à la CFDT :

Madame la secrétaire générale de la CFDT 04

Apres avoir consulté l'ensemble des structures de la CGT 04 et des conseillers prud'hommes, siégeant au Conseil de Digne, présentés par notre organisation, nous avons décidé de ne pas renouveler notre accord sur la répartition des responsabilités au sein du conseil de Digne les bains.
Notre réaction correspond à une orientation fondamentale de la CGT des Alpes de Haute-Provence sur la question de la solidarité et de la culture interprofessionnelle.
Comme vous le savez ce n'est pas le choix d'un autre syndicalisme axé sur le service et ne partant pas des besoins et des aspirations qui nous contrarie. Nous respectons la différence des salariés et donc leur choix à apprécier l'organisation la plus à même à défendre leurs intérêts.
L'élément occasionnant notre prise de position est la déclaration de Laurent Berger qui déplorait dans une interview au *Journal du Dimanche* du 12 juin 2016 " un jeu de rôles" entre la CGT et le gouvernement et il estimait que les blocages contre la loi Travail "viennent de salariés et d'agents qui ne sont pas concernés par le projet de loi"
Dans ce même article il indiquait « Si l'extrême droite avait empêché la parution des journaux, nous serions un million dans la rue". Il évoquait le "chantage" au tract exercé par la CGT, qui a bloqué le 26 mai la parution des titres de presse qui refusaient de publier une tribune sous forme de tract contre la loi Travail. »
Ces deux éléments, l'un opposant les salariés du public à ceux du privé, l'autre nous assimilant, par projection à l'extrême droite, ne sont pas respectueux de l'engagement des militants et des syndiqués de la CGT 04.
Nous sommes plusieurs à avoir impulsé et organisé des actions sans y avoir un intérêt immédiat et individuel. La conviction que nous appartenons tous à une communauté humaine, implique que la notion de bonheur et de solidarité ne s'arrête pas à la frontière de notre statut. Il y a quelques années, nous avons, pendant 20 jours, mené une action de grève au centre de tri de Digne les bains, pour la transformation de contrats précaires en CDI à temps complet. 14 salariés ont obtenu ce type de contrat et ont pu envisager leur avenir avec un autre regard. J'ai personnellement participé à ce mouvement, j'ai vu mon salaire amputé de 2 journées de salaire pendant 7 mois, mais quelle satisfaction de lire le bonheur dans les yeux de mes collègues de travail qui devenaient salarié à part entière. OUI la solidarité de classe existe.
Sur le deuxième point, nous sommes nombreux de la CGT à lutter contre la propagation des idées d'extrême droite, nous étions nombreux à manifester pour le respect et l'accueil des femmes et des hommes contraints à la migration, pour fuir les conditions dramatiques de leur pays. Je n'ai pas vu de militants CFDT lors de ces initiatives.
Enfin pour conclure, notre société a besoin de messages clairs et nous ne voulons pas cultiver le sentiment, que nous serions prêts à conclure des accords pour bénéficier de postes ou de places, faisant fi de critiques acerbes et irrespectueuses de nos engagements, pour ne pas dire plus.
Impulser et donner l'envie de se mobiliser pour des idées demande du respect et une représentation sans faille de la « valeur de l'exemple ».

Cordialement
Pour la CGT 04
Alain BARD